

[Text]

me here today, is always worried about these things. Apparently it is legal, but close.

One of the real advantages of the legislation is to make it clear that there will be a separate departmental corporation, that we can raise a great deal of money in that way and do our work more independently and, I hope, more effectively.

With me today, I have copies of our latest newsletter in English and French, as well as our last annual review. It is a little bit out of date because the next one is due to come out in the next couple of weeks. However, I have copies of both of those documents for your members, Mr. Chairman. They may not want to collect a lot of paper, but I have it here if they would be interested.

Let me conclude by describing another project that we have under way that is pretty central to our work at the moment. While we have 13 programs on matters that range from economic instruments through to education and trade, and the whole vast array of issues that sustainable development raises, we were invited by the government to be the neutral chair of a quite fascinating program that had a major meeting this past week. We do not really have a department of government that has a responsibility for most sustainable development.

Another reason for us to be independent of Environment Canada, of course, is that we are not a round table on the environment; we are a Round Table on the Environment and the Economy, like our provincial colleagues. Our provincial colleagues have done really terrific work. Senator Buchanan, you will know that the Nova Scotia Round Table on the Environment and the Economy did a terrific piece of work in Nova Scotia called the Nova Scotia Round Conservation Strategy. Susan Holtz is also a member of that body, together with John Leefe, who is also formally the Minister of the Environment, Chairman of the Canadian Council of the Ministry of the Environment, and laterally the Minister of Natural Resources.

I am told by people in Nova Scotia that the way in which they are now governed has really changed. Indeed, the legislation to provide a legislative mandate to the round table, called the Environment Act of Nova Scotia, is so non-partisan that the two parties agreed to defer it until after the election, so that whichever party won would introduce it. Provinces such as Nova Scotia, then, have a sustainable development strategy, and a conservation strategy.

[Traduction]

administratif, M. Gene Nyberg qui m'accompagne aujourd'hui, sont toujours très inquiets de ce genre de choses. Cette manière de procéder est, paraît-il, conforme à la loi, mais j'avoue que la marge n'est pas grande.

Un des grands avantages du projet de loi est qu'il nous doterait de la personnalité morale, ce qui nous permettra de lever beaucoup plus d'argent et de travailler de manière plus indépendante et, je l'espère, de manière plus efficace aussi.

J'ai apporté des exemplaires, en anglais et en français, de notre dernier bulletin ainsi que de notre dernière rétrospective annuelle. La prochaine devrait paraître dans les quelques semaines qui viennent et donc celle-ci n'est plus tout à fait à jour. J'ai tout de même, Monsieur le président, apporté des exemplaires de ces deux documents à l'intention des membres du comité. Je les ai ici pour ceux que cela intéressent, même si je sais que beaucoup ne tiennent pas à accumuler les documents.

Permettez-moi de conclure en décrivant un autre projet actuellement en cours, projet auquel nous consacrons une grande part de nos efforts. Nous avons lancé 13 programmes dans des domaines allant des instruments économiques à l'éducation et au commerce et touchant à toutes ces questions que soulève le concept même de développement durable. Le gouvernement nous a invité à présider de manière impartiale un programme passionnant qui, cette semaine, a donné lieu à une importante réunion. En effet, aucun ministre n'est, à proprement parler, chargé du développement durable dans son ensemble.

Une autre raison d'assurer notre indépendance par rapport à Environnement Canada est que nous ne sommes pas une table ronde sur l'environnement mais bien une table ronde sur l'environnement et l'économie comme le sont aussi, d'ailleurs, nos homologues provinciaux. Nos collègues provinciaux ont oeuvré sans relâche. Sénateur Buchanan, vous n'ignorez pas que la Table ronde sur l'environnement et l'économie de Nouvelle-Écosse a fait un excellent travail en élaborant une stratégie de conservation pour cette province. Susan Holtz fait, elle aussi, partie de cet organisme, ainsi que John Leefe qui est, officiellement, ministre de l'Environnement, président du Conseil canadien des ministres de l'environnement et, accessoirement, ministre des Ressources naturelles.

Des gens de Nouvelle-Écosse me disent avoir constaté un réel changement dans la manière dont ils sont gouvernés. Le texte de loi énonçant la mission de la table ronde, le Environment Act de Nouvelle-Écosse, est un texte qui transcende les divisions partisans, au point que les deux partis ont convenu d'en remettre l'adoption jusqu'au lendemain des élections, afin qu'il puisse être proposé par le parti ayant remporté le scrutin. Certaines provinces, telles la Nouvelle-Écosse, possèdent à la fois une stratégie de développement durable et une stratégie de conservation.